

**Art. 35.** In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun integratie in de beroepsarbeid) op de geschikte plaats in de alfabetische volgorde ingevoegd.

**HOOFDSTUK X. — Opheffingsbepalingen, overgangsbepalingen en inwerkingtreding**

**Art. 36.** Wordt opgeheven, wat de Franse Gemeenschap betreft, de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, met uitzondering van artikel 3, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> en de artikelen 17, 18, 21, 28, 32 tot 35 en 39.

**Art. 37.** De uitvoeringsbesluiten en de reglementaire beslissingen, genomen krachtens de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen blijven evenwel, bij wijze van overgangsmaatregel, van kracht tot wanneer zij door de Executieve worden opgeheven.

De bevoegdheden die door deze uitvoeringsbesluiten aan de Koning, de minister of de administrateur-directeur werden toegekend worden respectievelijk door de Executieve en door de leidende ambtenaar van het Fonds uitgeoefend.

**Art. 38.** De aanvragen die werden ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van dit decreet om in aanmerking te komen voor het genot van de voordelen van de bepalingen van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, blijven geldig.

De met redenen omklede beslissingen van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen waarbij het proces van de heraanpassing en de sociale reclassering werd bepaald en die vóór de datum waarop dit decreet in werking treedt werden genomen, blijven van kracht tot wanneer de termijn bepaald voor elke beslissing, verstreken is.

**Art. 39.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme  
en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

F. 91 — 1960

**10 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française instituant un délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 29 octobre 1990;

Vu le protocole n° 36 du Comité de négociation du secteur 17, daté du 5 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la communication;

Vu la délibération de l'Exécutif du 8 juillet 1991,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> enfant : la personne âgée de moins de dix-huit ans;

2<sup>o</sup> délégué général : le délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse, de la Communauté française;

3<sup>o</sup> jeune : l'enfant et la personne âgée de moins de vingt ans, soit pour laquelle une aide a été sollicitée avant l'âge de dix-huit ans, en application de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile ou en application du décret du 14 mai 1990 relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse.

**Art. 2.** Il est créé auprès de l'Exécutif la fonction de délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse.

La mission du délégué général est de veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts des jeunes.

Dans l'exercice de sa mission, le délégué général peut notamment :

1. informer les personnes privées, physiques ou morales, et les personnes de droit public, des droits des jeunes;

2. vérifier l'application correcte des lois, des décrets, des ordonnances et des réglementations qui concernent les jeunes et, s'il y a lieu, informer le procureur du Roi;

3. soumettre à l'Exécutif toutes propositions d'adapter la réglementation en vigueur en vue d'une protection plus complète et plus efficace des droits des jeunes, et faire en ces matières toutes recommandations nécessaires;

4. recevoir les informations, les plaintes ou les demandes de médiation relatives aux atteintes portées aux droits des jeunes.

Les informations, les plaintes ou des demandes de médiation visées à l'alinéa 3, 4°, sont examinées et instruites par le délégué général qui décide de la suite à y donner, après avoir, s'il y a lieu, procédé à une enquête.

Le délégué général peut, s'il le juge utile, communiquer ses conclusions ainsi que le dossier de l'affaire aux plaignants, ainsi qu'aux parties, aux services ou aux administrations mis en cause.

**Art. 3.** Le délégué général adresse aux autorités de l'Etat, de la Communauté, de la Région, des provinces, des communes ou à toute institution qui en dépend, les demandes d'interpellation et d'investigation nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

**Art. 4.** Dans les limites fixées par la Constitution, les lois et les décrets, le délégué général, a accès librement durant les heures normales d'activité à tous les bâtiments des services publics communautaires ou privés bénéficiant d'un subside de la Communauté française. Les responsables et le personnel de ces services sont tenus de communiquer au délégué général les pièces et informations que celui-ci juge nécessaires, à l'exception de celles qui sont couvertes par le secret médical ou dont ils ont eu connaissance en leur qualité de confident nécessaire.

**Art. 5. § 1er.** Le délégué général est nommé par l'Exécutif de la Communauté française parmi les agents des Services de l'Exécutif — Ministère de la Culture et des Affaires sociales —, pour un terme de six ans, renouvelable deux fois.

Le délégué général ainsi désigné bénéficie d'un congé pour mission, cette dernière étant reconnue d'intérêt général.

Le délégué général est placé sous l'autorité directe de l'Exécutif.

§ 2. Il est accordé au délégué général une allocation tenant lieu de traitement fixée au minimum de l'échelle de traitement 16/1 telle que prévue à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères sans que cette dernière ne puisse être inférieure à la rémunération correspondant à son échelle de traitement en tant que fonctionnaire.

Néanmoins, l'ancienneté des services prestés comme délégué général est prise en compte et est appliquée en fonction du développement de l'échelle barémique précitée.

Le délégué général bénéficie des allocations et indemnités prévues par les dispositions réglementaires applicables au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — en ce compris le pécule de vacances et l'allocation de fin d'année.

Il est assimilé à un agent titulaire d'un grade du rang 16 pour l'application des dispositions visées au précédent alinéa.

§ 3. Le délégué général ne peut être autorisé à exercer aucun cumul d'activités professionnelles. Il ne peut accepter aucun mandat même à titre gracieux.

**Art. 6.** L'Exécutif met à la disposition du délégué général les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

**Art. 7. § 1er.** Le membre de l'Exécutif ayant le personnel des Services de l'Exécutif — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — dans ses attributions met en permanence à la disposition du délégué général cinq agents de ce ministère, à savoir :

- deux agents de niveau 1 dont un juriste et dont un rang 13;
- deux agents de niveau 2;
- un agent de niveau 3.

Les mises à disposition visées à l'alinéa précédent peuvent prendre fin par décision du membre de l'Exécutif, ayant le personnel des Services de l'Exécutif — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — dans ses attributions, sur proposition du délégué général.

Le délégué général dirige les travaux des agents mis à sa disposition.

§ 2. Si l'effectif visé au paragraphe 1er du présent article ne peut être atteint par la mise à la disposition d'agents soumis au statut du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, il est complété par des personnes engagées par un contrat de travail d'employé.

**Art. 8.** Le délégué général fait annuellement rapport à l'Exécutif de la Communauté française qui communique ce document au Conseil de la Communauté française. Le rapport est accessible au public.

**Art. 9.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 juillet 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre-Président,  
V. FEAUX

VERTALING

N. 91 — 1990

10 JULI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot instelling van een algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd in de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 29 oktober 1990;

Gelet op het protocol nr. 36 van het Onderhandelingscomité van sector 17, op datum van 5 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie;  
Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 8 juli 1991 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1<sup>o</sup> kind : de persoon die minder dan achttien jaar oud is;
- 2<sup>o</sup> algemeen afgevaardigde : de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd, van de Franse Gemeenschap;
- 3<sup>o</sup> jongere : het kind dat en de persoon die minder dan twintig jaar oud is, dit is : voor wie een hulp werd aangevraagd vóór de leeftijd van achttien jaar, bij toepassing van de wet van 19 januari 1990 tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar of bij toepassing van het decreet van 14 januari 1990 betreffende de handhaving, na de leeftijd van achttien jaar, van sommige maatregelen inzake jeugdbescherming.

**Art. 2.** Bij de Executieve wordt de functie van algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd opgericht.

De opdracht van de algemeen afgevaardigde bestaat erin te zorgen voor de vrijwaring van de rechten en de behartiging van de belangen van de jongeren.

Bij de uitoefening van zijn opdracht, kan de algemeen afgevaardigde inzonderheid :

- 1. de privé-personen, zowel de natuurlijke als de rechtspersonen, en de publiekrechtelijke rechtspersonen op de hoogte brengen van de rechten van de jongeren;
- 2. toezicht uitoefenen over de correcte toepassing van de wetten, decreten, ordonnanties en de reglementeringen die betrekking hebben op de jongeren en, in voorkomend geval, de procureur des Konings op de hoogte brengen;
- 3. aan de Executieve alle voorstellen voorleggen met het oog op een aanpassing van de geldende reglementering om de rechten van de jongeren op een meer aanvullende en doeltreffende wijze te kunnen vrijwaren, en alle nodige aanbevelingen terzake indienen;
- 4. de informatie, de klachten of de aanvragen om bemiddeling met betrekking tot de schending van de rechten van de jongeren ontvangen.

De informatie, klachten of bemiddelingsaanvragen bedoeld in lid 3, 4<sup>o</sup>, worden onderzocht en behandeld door de algemeen afgevaardigde die beslist over het gevolg dat eraan moet worden gegeven, nadat hij, in voorkomend geval, een onderzoek heeft ingesteld.

Indien de algemeen afgevaardigde dit nodig acht, kan hij zijn conclusies alsook het dossier van de zaak mededelen, aan de klagers, alsmede aan de betrokken partijen, diensten of administraties.

**Art. 3.** De algemeen afgevaardigde richt aan de overheden van de Staat, de Gemeenschap, het Gewest, de provincies, de gemeenten of aan elke instelling die eronder ressorteert, de aanvragen om interpellatie en onderzoek die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn opdracht.

**Art. 4.** Binnen de perken vastgesteld door de Grondwet, de wetten en de decreten, heeft de algemeen afgevaardigde, gedurende de normale activiteitsuren, vrije toegang tot alle gebouwen van de openbare diensten van de Gemeenschap of van de privé-sector die een subsidie van de Franse Gemeenschap of van de privé-sector die een subsidie van de Franse Gemeenschap genieten. De verantwoordelijken en de personeelsleden van die diensten zij ertoe gehouden aan de algemeen afgevaardigde de stukken en informatie die deze noodzakelijk achten mede te delen, met uitzondering van deze die door het medisch geheim beschermd zijn of waarvan ze kennis hebben genomen in hun hoedanigheid van noodzakelijke vertrouwenspersoon.

**Art. 5. § 1.** De algemeen afgevaardigde wordt door de Executieve van de Franse Gemeenschap benoemd uit de ambtenaren van de Diensten van de Executieve — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken —, voor een termijn van zes jaar, die twee keer kan worden hernieuwd.

De aldus aangewezen algemeen afgevaardigde krijgt een verlof voor opdracht; deze wordt erkend als een opdracht van algemeen nut.

De algemeen afgevaardigde wordt direct onder het gezag van de Executieve geplaatst.

§ 2. Aan de algemeen afgevaardigde wordt een toelage toegekend die als wedde geldt en die vastgesteld is op het minimum van de weddeschaal 16/1 zoals bepaald in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zonder dat deze lager mag zijn dan de bezoldiging die overeenstemt met zijn weddeschaal als ambtenaar.

De anciënniteit toegepast van de diensten gepresteerd als algemeen afgevaardigde wordt niettemin in aanmerking genomen en wordt op grond van de ontwikkeling van de voormelde weddeschaal.

De algemeen afgevaardigde geniet de toelagen en vergoedingen bepaald bij de verordeningsbepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — met inbegrip van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage.

Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in vorig lid, wordt hij gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 16.

§ 3. De algemeen afgevaardigde kan niet worden toegelaten enige cumulatie van beroepsactiviteiten uit te oefenen. Hij mag geen mandaat, zelfs onbezoldigd, aanvaarden.

**Art. 6.** De middelen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van de opdracht van de algemeen afgevaardigde worden hem ter beschikking gesteld.

**Art. 7. § 1.** Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het personeel van de Diensten van de Executieve — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — behoort, stelt vijf ambtenaren van dit ministerie permanent ter beschikking van de algemeen afgevaardigde, namelijk :

- twee ambtenaren van niveau 1, onder wie een jurist en een rang 13;
- twee ambtenaren van niveau 2;
- één ambtenaar van niveau 3.

Aan de in vorig lid bedoelde terbeschikkingstelling kan een einde worden gemaakt bij beslissing van het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het personeel van de Diensten van de Executieve — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — behoort, op de voordracht van de algemeen afgevaardigde.

De algemeen afgevaardigde heeft de leiding van de werkzaamheden van de ambtenaren die hem ter beschikking worden gesteld.

§ 2. Indien de personeelssterkte bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel niet kan worden bereikt door de terbeschikkingstelling van ambtenaren onderworpen aan het statuut van het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, wordt ze aangevuld door personen die worden aangeworven bij een arbeidsovereenkomst voor bedienden.

**Art. 8.** De algemeen afgevaardigde brengt jaarlijks verslag uit aan de Executieve van de Franse Gemeenschap die dat document aan de Raad van de Franse Gemeenschap mededeelt. Het verslag is toegankelijk voor het publiek.

**Art. 9.** De Minister-Voorzitter is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 1961

[S—29371]

**21 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 32, 80 et 94 modifiés par l'arrêté royal du 16 février 1983;

Vu le protocole du 20 février 1991 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de Secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1991.

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Des mutations dans les fonctions de recrutement*

**Article 1er.** Les emplois des fonctions de recrutement à conférer par mutation sont portés à la connaissance des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française par avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois de mars de chaque année et par circulaire adressée, sous pli recommandé à la poste, dans le courant du même mois, à tous les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française.

Cet avis et cette circulaire indiquent que les emplois vacants des fonctions de recrutement peuvent être conférés par mutation aux membres du personnel, nommés à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française à la fonction de recrutement dont relève l'emploi à conférer, titulaires d'un emploi de ladite fonction et qui ne font pas l'objet d'une mention insuffisante portée à leur bulletin de signalement.

Cet avis et cette circulaire invitent les membres du personnel intéressés par les emplois déclarés vacants au *Moniteur belge*, à introduire une demande de mutation.

Cet avis et cette circulaire invitent également les membres du personnel désireux d'obtenir une mutation dans l'emploi d'une fonction de recrutement devenu vacant suite aux mutations intervenues au premier tour ou aux tours suivants, à introduire une demande de mutation.

Cet avis et cette circulaire précisent la forme et le délai dans lesquels ces demandes de mutation doivent être introduites.

**Art. 2.** Dès réception de la circulaire visée à l'article premier, le chef d'établissement présente celle-ci à chacun des membres du personnel intéressés de l'établissement. Chacun y appose sa signature en indiquant la date.